



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des collectivités locales et
de la coordination interministérielle**

Service de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Bureau des ICPE



Le préfet

à

Monsieur le directeur
KNDS AMMO France
Route de Villeneuve
18570 LA CHAPELLE-SAINT-URSIN

Bourges, le 5 MAI 2025

Objet : modifications des conditions d'exploiter des installations au bâtiment 10S : augmentation des capacités d'usinage dans l'atelier mécanique et remplacement de la machine de dégraissage

Vous avez porté à ma connaissance deux projets relatifs aux modifications des conditions d'exploiter des installations au bâtiment 10S sur le site de la Chapelle Saint-Ursin et Morthomiers.

Le premier projet, adressé le 17 décembre 2024 et complété le 18 février 2025, prévoit l'augmentation des capacités d'usinage disponibles à l'atelier de travail mécanique des métaux du bâtiment 10S et le remplacement des équipements vieillissants.

Il conduit ainsi à l'augmentation des quantités mises en œuvre sur le site au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées.

Après analyse de votre dossier par l'inspecteur des installations classées, il apparaît que le projet ne prévoit pas de modification de structure.

Les modifications ne conduisent pas à un dépassement de seuil au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures de protection et de prévention existantes et prévues sont suffisantes.

Le projet n'est pas de nature à modifier ou augmenter significativement les impacts et les risques générés par les installations exploitées au sein du bâtiment 10S.

Le deuxième projet, transmis le 31 janvier 2023 et complété le 18 février 2025, porte sur le remplacement d'une machine de dégraissage.

Il consiste également au déplacement d'une machine, la suppression d'une autre machine de dégraissage et à la substitution d'un produit chimique utilisé dans la machine actuelle par un produit moins dangereux.

Après analyse de votre dossier par l'inspecteur des installations classées, il apparaît que les installations de dégraissage, après modifications, restent classées dans la rubrique 2564 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de la déclaration, mais pour deux alinéas différents : 2564-1 et 2564-2.

Ces modifications doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2564, sans préjudice de prescriptions plus contraignantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ainsi, les modifications présentées dans les deux projets de la société KNDS AMMO FRANCE constituent des modifications notables au sens de l'article R. 181-46 II du code de l'environnement.

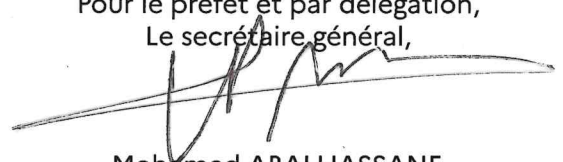
Elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code précité.

Les prescriptions actuellement applicables sont adaptées aux modifications projetées. Il n'est donc pas nécessaire de fixer des prescriptions complémentaires.

Compte-tenu de tous ces éléments, l'augmentation des capacités d'usinage dans l'atelier mécanique et les installations de dégraissage sont jugées non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Les modifications ne nécessitent donc pas le dépôt d'une nouvelle autorisation.

Le tableau de classement des rubriques de l'arrêté préfectoral d'autorisation sera mis à jour lors d'un prochain arrêté.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mohamed ABALHASSANE